 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des politiques économique et internationale Service de la production et des marchés Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales Adresse : 3, rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS Suivi par : Daniel Laborde Tél : 01 49 55 41 32 Fax : 01 49 55 45 46 Réf. Interne : modernisation serres horticoles Réf. Classement : DPEI/SDPV/C2002</p>	<p>CIRCULAIRE DPEI/SPM/SDCPV/C2002-4006 Date : 22 FEVRIER 2002</p>
--	--	---

Date de mise en application : 22 novembre 2001

Annule et remplace : circulaire DPEI/SPM-C2000-4005 du 21/01/2000

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Mesdames et Messieurs les Préfets

■ Nombre d'annexes : 17

Objet : Mise en œuvre par l'ONIFLHOR du financement de certaines dépenses d'investissements dans le secteur des **serres horticoles** et de la production hors sol de plein air de produits horticoles, de bulbes à fleurs et de pépinières

*Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec : **ONIFLHOR – Division filière horticole**
164, rue de Javel - 75739 PARIS cedex 15 - **Tel : 01 44 25 36 18 ou 01 44 25 69 08***

Base juridique : circulaire précédente et modification du Programme de Développement Rural National intervenue le 21/11/2001

Résumé : Afin d'inciter à une plus grande concentration de l'offre pour pouvoir servir des marchés exigeants en volumes et d'améliorer l'étendue des gammes et la qualité des produits, une aide aux investissements en serres horticoles et en production hors sol de plein air de produits horticoles, de bulbes à fleurs et de pépinières est mise en place.

La présente circulaire intervient dans le cadre du Plan de Développement Rural National et fait l'objet d'un cofinancement communautaire assuré par le CNASEA. Elle concerne la construction, l'aménagement et /ou la rénovation de serres verre, de multichapelles plastique et bitunnels et s'applique aux projets déposés auprès des directions départementales de l'agriculture et de la forêt. L'aide est calculée sur la base des investissements réalisés, dans la limite de 762 200 € HT. Elle représente 25 % de l'assiette éligible pour les jeunes agriculteurs adhérant à l'organisation économique, 22 % pour les aînés adhérant à l'organisation économique et pour les jeunes en organisation commerciale ou en partenariat avec la distribution, et 18 % pour les aînés en organisation commerciale ou en partenariat. Une majoration de 20 % de la subvention totale est accordée aux souscripteurs de CTE.

La circulaire précise les critères d'éligibilité ainsi que les modalités de calcul de l'aide, les procédures de dépôt des demandes, constitution et instruction des dossiers et de versement des subventions. **Elle concerne les dossiers déposés en DDAF pour compter du 22 novembre 2001.**

Mots-clés : SERRES HORTICOLES, INVESTISSEMENTS, MODERNISATION, EXTENSION

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <p>M. le D.P.E.I</p> <p>Mmes et MM. les Préfets</p> <p>M. le Directeur de l'ONIFLHOR</p> <p>M. le Directeur du CNASEA</p> <p>Mmes et MM. les D.D.A.F.</p> <p>M. le technicien national agréé</p> <p>Mmes et MM. les techniciens agréés</p>	<p>Pour information :</p> <p>DGA – DGAL – DAF – DEPSE - DRAF</p> <p>MEFI Direction du Budget 7A</p> <p>M. le Contrôleur d'Etat de l'ONIFLHOR</p> <p>Le président du COPERCI</p> <p>Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture</p> <p>M. le Président de la FNPHP</p> <p>M. le Président de FELCOOP</p> <p>La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles</p> <p>Jeunes Agriculteurs</p> <p>La Confédération Paysanne</p> <p>La Coordination Rurale</p>

La Sous-Directrice des Cultures
et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE

I - OBJECTIFS

1.1. La présente circulaire a pour objectif de permettre aux producteurs sous serre d'améliorer leur compétitivité et de favoriser l'installation et l'extension des activités des jeunes serristes. A cet effet, elle prévoit la mise en place d'aides financières aux investissements de modernisation, d'aménagements et de construction de serres.

Les exploitations signataires d'un Contrat Territorial d'Exploitation (CTE) bénéficieront d'une majoration de 20 % de la subvention totale octroyée.

Tout projet devra avoir fait l'objet d'une étude technico-économique réalisée par un technicien agréé par l'ONIFLHOR.

1.2 Stratégie économique et commerciale

L'objectif est également d'inciter les entreprises de production à envisager leurs projets d'investissements dans le cadre d'un véritable programme de développement, basé sur une réflexion stratégique et un positionnement commercial.

L'instruction des dossiers est conditionnée à la présentation par les demandeurs d'un diagnostic d'exploitation et la description de leur projet de développement stratégique et commercial.

Les orientations proposées visent ainsi à optimiser les potentialités de production au regard des objectifs envisagés (stratégie économique et commerciale, calendriers de production, coûts de production, regroupement de l'offre ...) et doivent permettre de garantir que les nouvelles capacités de production dégagées par la mise en œuvre des investissements peuvent faire l'objet du meilleur écoulement possible.

Les dossiers concernant le rapprochement des petites et moyennes exploitations et P.M.E. présentant un projet valorisant des niches de qualité bénéficient d'une priorité pourvu qu'ils répondent aux critères d'éligibilités de la circulaire.

II - CRITERES D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS

Le bénéfice des aides versées par l'ONIFLHOR et le CNASEA dans le cadre de la présente circulaire est réservé :

Aux **EXPLOITANTS AGRICOLES A TITRE PRINCIPAL**, et qui en outre :

- **ADHERENT A UNE ORGANISATION DE PRODUCTEURS RECONNUE,**
- ou
- **PARTICIPENT A L'ORGANISATION COMMERCIALE,**
- ou
- **ONT CONCLU DES ACCORDS DE PARTENARIAT AVEC LA DISTRIBUTION.**

Une majoration des aides est prévue en faveur des jeunes agriculteurs.

Dans tous les cas, le producteur doit s'engager à rester membre de son organisation de producteurs ou participer à l'organisation commerciale pour une période minimum de 5 ans.

Cet engagement est fixé à 3 ans pour les producteurs ayant conclu un accord de partenariat avec la distribution.

A défaut, le producteur doit s'engager à reverser la totalité de la subvention reçue.

2.1. Conditions générales applicables à tous les demandeurs

2.1.1. Sont considérés comme EXPLOITANTS AGRICOLES A TITRE PRINCIPAL :

L'exploitant consacrant au moins 50 % de son temps de travail aux activités agricoles, forestières, touristiques, artisanales ou d'entretien de l'espace rural (lorsque cette activité bénéficie d'aides publiques) pratiquées sur son exploitation et en retirant au moins 50 % de ses revenus totaux. La part du revenu total provenant directement de l'activité agricole pratiquée sur l'exploitation ne peut en outre être inférieure à 25 %.

Les ressortissants de l'Union Européenne, personnes physiques ou morales dont l'exploitation est située en France métropolitaine, bénéficient des mêmes conditions et obligations que celles réservées aux exploitants français.

Les Sociétés hors GAEC dont l'objet est agricole et dont au moins 50 % du capital social est détenu par des personnes physiques qui exercent leur activité en qualité d'exploitant agricole, à titre principal, de dirigeant ou de gérant de la société, employé à temps plein, à condition que les statuts comportent des dispositions de nature à assurer le maintien de cette proportion en cas de transfert de parts ou d'actions et garantissent une indépendance suffisante des actionnaires de la société.

Toutefois, les entreprises de production dont le capital social est détenu majoritairement par une personne morale (type commercial ou financier), pourront déposer un dossier de demande d'aide, sous réserve que ses salariés soient affiliés au régime agricole et que son activité principale demeure agricole.

Les coopératives de production dans la mesure où celles-ci sont effectivement propriétaires de l'investissement subventionné. **Sont exclues** du bénéfice des aides, les coopératives exerçant une activité autre que l'activité de production, dans la mesure où cette autre activité excède 10 % du chiffre d'affaires global.

Sont exclus du bénéfice de l'aide les exploitants agricoles réalisant des recettes commerciales provenant d'une activité d'achat revente de produits horticoles, bulbes à fleurs ou de pépinières, ou résultant de prestations de services ayant trait à ces productions lorsque ces dernières sont le fait de tiers, excédant 10 % du chiffre d'affaires global de leur exploitation.

2.1.2. Sont considérés comme JEUNES AGRICULTEURS :

L'exploitant installé avant l'âge de 40 ans et disposant au plus de 10 ans d'installation, à la date du dépôt de la demande de subvention à la DDAF.

Ce critère d'âge s'applique également aux jeunes agriculteurs en reconversion vers des productions d'horticulture ornementale.

Pourront en outre bénéficier du statut de jeunes agriculteurs :

- les jeunes agriculteurs installés individuellement,
- les GAEC dont la moitié au moins de leurs membres possède la qualité de "jeune agriculteur", ou les GAEC de type "familial" composés d'un jeune agriculteur et d'au moins un de ses parents,
- les personnes morales dont la moitié au moins du capital est détenue par des associés jeunes agriculteurs.

2.1.3. Le demandeur doit faire preuve d'une qualification professionnelle suffisante, qui sera justifiée par un diplôme agricole reconnu par le ministère de l'agriculture et de la pêche définis en annexe 5 ou par une activité pratique d'au moins cinq années dans une exploitation horticole, de pépinières ou maraîchère.

En cas de problème particulier, le directeur de l'ONIFLHOR pourra subordonner l'octroi de l'aide à l'investissement, à l'engagement, pris par le producteur, de soumettre son exploitation à un suivi technique particulier, voire à l'obligation pour le producteur de suivre un stage de formation complémentaire.

2.1.4. Le demandeur doit recourir au service d'un organisme professionnel qui lui apporte un appui en matière de technique et de gestion.

2.1.5. Le demandeur doit être adhérent, et s'engager à le rester pendant une durée minimale de 5 ans, à une station du réseau ASTREDHOR qui lui apporte conseil et appui en matière technique.

2.1.6. Le demandeur doit être en règle vis-à-vis des disciplines professionnelles et interprofessionnelles(taxes parafiscales, extension des règles ...) au moment de l'agrément de son dossier par l'ONIFLHOR. A défaut, le dossier est rejeté.

2.1.7 Il doit tenir une comptabilité type "Plan comptable", et être soumis à l'imposition à la T.V.A., d'après le régime normal ou simplifié agricole (R.S.A.).

2.1.8. Il doit s'engager à ne pas changer la destination agricole des investissements, ni à les mettre à la disposition de tiers sous quelque forme que ce soit, et à maintenir les installations en bon état de fonctionnement pendant une durée de 5 ans, à compter de la date d'achèvement des travaux ou à défaut reverser la totalité de la subvention reçue. Les successeurs éventuels devront reprendre l'engagement souscrit (annexe 9).

2.1.9. Il doit s'engager à conserver le statut d'exploitant agricole à titre principal pendant 5 ans minimum (annexe 9).

2.1.10. Projets mixtes : productions horticoles et maraîchères ou fruitières, ou autre production agricole.

Les projets seront retenus si le chiffre d'affaires horticole et / ou pépinière après projet s'élève au moins à plus de 50% du chiffre d'affaires total. Pour les projets relatifs à la production de bulbes à fleurs, les demandes feront l'objet d'une étude au cas par cas.

2.1.11. Les projets réalisés en leasing ou en crédit bail.

Ils pourront être subventionnés, dans la mesure où ils feront l'objet d'un contrat prévoyant la rétrocession de l'investissement en toute propriété dans un délai de 8 ans maximum et assurant le bénéfice effectif de l'aide au producteur. Les dispositions contractuelles devront notamment préciser si l'aide, expressément prévue au contrat, doit être versée à la société de leasing ou au producteur.

2.1.12. Les investissements relatifs à des aménagements réalisés dans le cadre d'une location de serres pourront être subventionnés, dans la mesure où le locataire dispose d'un droit d'exploiter la serre pour une durée minimum de 9 ans et que le producteur bénéficie directement ou indirectement de l'aide.

2.2. Projet de développement stratégique

Tout projet présenté doit s'inscrire dans une démarche de développement stratégique individuelle ou collective (regroupement de producteurs ou adhésion à une organisation de producteurs reconnue).

Cette démarche est relatée par les demandeurs au travers des informations retranscrites dans le document prévu en annexe à la présente circulaire intitulé « présentation de l'exploitation et de son projet de développement » et joint à la demande de concours.

Ces informations doivent permettre d'appréhender :

Le positionnement commercial de l'exploitation par segment de marché ;
Le projet de l'entreprise (ou de la structure de mise en marché) ;
Le plan d'actions et de développement envisagé.

La précision et la clarté de ces informations transmises conditionneront l'éligibilité des demandes.

2.3. Environnement et sécurité

Les producteurs bénéficiaires des aides doivent mettre leurs nouvelles installations en conformité avec les normes en vigueur aux plans européen, national ou local, en matière d'environnement. En outre, ils doivent tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité du personnel dans les serres, tout particulièrement par rapport aux émissions de CO².

2.4. Conditions générales applicables aux demandeurs adhérents d'une organisation de producteurs reconnue

Outre les informations demandées à titre individuel et citées ci-dessus, les demandes déposées par des producteurs, adhérents à une organisation de producteurs reconnue, devront être accompagnées par un document (selon le modèle prévu à l'annexe 12 de la présente circulaire) précisant la situation de l'organisation de producteurs et le projet de développement stratégique et commercial de ladite organisation de producteurs.

Les projets individuels devront en conséquence s'inscrire dans la stratégie de l'organisation de producteurs.

Sur cette base, les demandes de concours financiers seront transmises à l'ONIFLHOR, par les organisations de producteurs dans les conditions visées à l'article 9.

De plus, une copie du bulletin d'adhésion du producteur à l'organisation de producteurs sera systématiquement jointe au dossier de demande de concours.

2.5. Conditions générales applicables aux demandeurs qui n'adhèrent pas à une organisation de producteurs reconnue

2.5.1. Sont considérés comme PARTICIPANT A L'ORGANISATION COMMERCIALE :

Les producteurs qui participent au capital d'une société commerciale horticole existante. Cette participation ne peut en aucun cas être inférieure à 5 336 €. Celle – ci doit être effective lors de la constitution du dossier de demande d'aide.

Le demandeur doit commercialiser au moins 50 % de son chiffre d'affaires au travers de la structure commerciale depuis au moins un an. Cette dernière condition ne s'applique pas en cas d'installation. En outre, le producteur s'engage à rester sociétaire de la structure commerciale et à commercialiser au moins 50 % de son chiffre d'affaires à travers elle pendant une durée minimale de 5 ans.

Les structures commerciales nouvellement créées ou ayant moins de 3 ans d'existence, ou issues d'exploitants de la même famille, les GIE de « moyens » et les détaillants sont exclus.

Cependant, les demandeurs commercialisant leur production par l'intermédiaire d'une organisation commerciale de type familiale pourront bénéficier de l'aide dès lors que celle – ci existe depuis au moins 3 ans et réalise au minimum 35 % de son chiffre d'affaires en commercialisant des productions horticoles en provenance de diverses entreprises sans lien de parenté.

2.5.2. Sont éligibles au titre du PARTENARIAT AVEC LA DISTRIBUTION :

Le producteur qui a passé des accords ou des contrats de partenariat avec une ou plusieurs structures commerciales horticoles et dans la mesure où le fonctionnement de ces partenariats est effectif depuis au moins un an (cette dernière condition ne s'applique pas en cas d'installation). Il n'est pas fait obligation pour le producteur de participer au capital des structures commerciales.

Le producteur doit commercialiser au moins 50 % de son chiffre d'affaires au travers de ces structures commerciales. En outre, le producteur s'engage à poursuivre les accords de partenariat et à commercialiser au moins 50% de son chiffre d'affaires auprès des structures commerciales pendant une durée minimale de 3 ans.

Ces structures commerciales peuvent être des grossistes ou des opérateurs du stade de détail (tels que jardineries, magasins de grande distribution, fleuristes).

Ces partenariats doivent être formalisés au travers **d'accords écrits pluriannuels** conformément à l'annexe 13 de la présente circulaire prévoyant notamment les types de produits concernés, les quantités et les chiffres d'affaires prévisionnels. Ces accords doivent être effectifs lors de la constitution du dossier de demande d'aide.

Ces accords de partenariat seront toutefois appréciés au cas par cas par l'ONIFLHOR.

Dans le cas d'une rupture anticipée d'un accord de partenariat à l'initiative et de la seule responsabilité de la structure commerciale, le producteur s'engage à informer sans délais l'ONIFLHOR et à apporter la preuve de l'origine de la rupture de cet accord.

Dans ce dernier cas, l'ONIFLHOR se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qu'il jugerait utiles, et de libérer le bénéficiaire de son obligation de remboursement de l'aide mentionnée à l'article 1.10. Cette appréciation est effectuée au cas par cas.

2.5.3. Dispositions complémentaires

- Une dérogation aux critères généraux d'éligibilité peut être accordée aux dossiers présentés par les **producteurs de plants horticoles**.

L'éligibilité de la demande sera conditionnée en particulier aux modalités de commercialisation (part du chiffre d'affaires avec des producteurs organisés et/ou réalisé sur les marchés extérieurs – exportations ou écoulement dans les pays de l'Union européenne).

- Les dossiers ne répondant pas explicitement aux conditions prévues aux articles 2.5.1 et 2.5.2. (organisation commerciale et accord de partenariat avec la distribution) pourront être déposés à la condition qu'ils présentent **des garanties équivalentes sur le plan économique et commercial** et participent effectivement au regroupement de l'offre (alliance commerciale entre producteurs indépendants en vue de conquérir de nouveaux marchés).

- Pour les dossiers d'installation répondant aux conditions prévues aux articles 2.5.1. et 2.5.2 (organisation commerciale et partenariat avec la distribution) mais pour lesquels la participation au capital de la société commerciale ou les accords de partenariat ne sont pas effectifs depuis au moins un an, l'éligibilité des demandes est étudiée au cas par cas.

En tout état de cause le versement par l'ONIFLHOR de l'aide ou du solde de l'aide ne pourra intervenir qu'après une année d'existence effective de cette prise de participation ou de la signature des accords de partenariat. De plus, au moment du versement du solde de la subvention, le bénéficiaire de l'aide fournira des accords de partenariat sur les 2 années à venir.

III - NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES

Il est précisé que le matériel d'occasion et tout remplacement similaire de matériel amortissable (chaudière, écran thermique, et d'ombrage ou d'occultation, lampe ...) **sont exclus** du bénéfice de l'aide.

L'aide de l'ONIFLHOR est réservée aux investissements suivants :

3.1. Les constructions neuves de serres horticoles de production répondant intégralement aux définitions des structures de l'annexe 1 et conformes aux normes AFNOR NFU 57.060 et NFU 57.064 en vigueur actuellement et en attente de la publication officielle de la norme européenne NFEN 13031.

3.2. L'aménagement dans des serres de production non équipées précédemment d'équipements répondant intégralement aux définitions de l'annexe 1.

3.3. L'aménagement d'aires de culture hors sol pour la production horticole et de pépinière de plein air tels que définis en annexe 1.

3.4. La rénovation de serres verre et / ou de multichapelles plastique dans la mesure où elle est réalisée par une entreprise spécialisée (entreprise de construction et/ou de rénovation) et qu'elle correspond à des travaux comme le rehaussement de serres, le changement de profilés, la création ou le changement d'ouvrants pour automatisation. Sont exclus les seuls changements de verres, de joints d'étanchéité ou de plastique, ainsi que les constructions de bâtiments et/ou de locaux internes ou annexés à la serre.

3.5 A ce jour, la liste des postes mentionnés à l'annexe 1A et 1B n'est pas exhaustive et ne représente que les équipements les plus souvent répertoriés : c'est pourquoi les compléments, améliorations et transformations d'équipements, les matériels novateurs de production ainsi que les techniques culturales respectueuses de l'environnement pourront être retenus dès lors qu'ils auront fait l'objet d'un examen par l'expert technique national et obtenu l'aval de l'ONIFLHOR.

3.6. Pour les travaux pouvant être effectués par l'exploitant, et dont la liste figure en annexe 2, seul le coût du matériel est retenu en application des barèmes pour les investissements non forfaitisés indiqués à l'annexe 3.

IV - SEUILS DE SUPERFICIES SUBVENTIONNABLES.

4.1 Construction

a) Création

Les surfaces minimales à construire pour que la demande soit recevable sont :

2.500 m² pour les productions de fleurs coupées ;

2.000 m² pour les productions de plantes en pot et à massifs ;

1.000 m² pour les productions de bulbes à fleurs (multiplication à partir de semis de griffes de renoncules, pattes d'anémones ...).

b) Extension

Tout projet permettant d'atteindre au moins les surfaces ci-dessus indiquées est recevable.

En cas d'extension de surfaces de serres au-delà de ces seuils, les surfaces nouvelles pourront être prises en considération si elles atteignent au moins 1 000 m².

4.2 Aménagement

Les projets d'aménagements sont recevables si les surfaces couvertes existantes en types de structures éligibles au titre de la présente circulaire atteignent au moins les seuils minimaux de superficies prévus en création.

4.3. Aires de culture pour la production hors sol de plein air de produits horticoles et de pépinières

Le seuil pour la construction et l'aménagement est de 2.500 m².

4.4. Des dérogations aux seuils minimaux de surfaces éligibles pourront être prises en compte après examen au cas par cas pour la réalisation de serres destinées à la production de jeunes plants.

V - MONTANT DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES

5.1 Le montant de l'aide sera arrêté sur la base des coûts de référence moyens répondant aux critères de la présente circulaire, dans la limite d'un montant minimum d'investissements subventionnables de **30 500 € HT** et d'un plafond de dépenses subventionnables de **762.200 € HT**.

Dans le cas d'investissements réalisés par des GAEC, les seuils et les plafonds d'investissements subventionnables sont multipliés par le nombre d'exploitations préexistantes regroupées dans le GAEC, dans la limite de trois. Ce nombre sera attesté par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Le montant minimum des investissements est ramené à **22 900 € HT**, pour les projets concernant la production de bulbes à fleurs, et à **15 200 € HT** pour les projets en fleurs coupées.

Cette subvention est soumise aux conditions de plafonnement prévues par le règlement de développement rural et le plan de développement rural national (PDRN) approuvé par la commission européenne en date du 7 septembre 2000. En conséquence, elle est limitée, pour une période de 5 ans, à partir de la première aide publique obtenue depuis le 22/11/2001 (lendemain de la date d'approbation par le comité STAR du volet serre du PDRN), par un plafond de 60 000 € de total d'aides publiques par UTH jusqu'à concurrence de 6 UTH soit un maximum d'aides de 360 000 €. Le nombre d'UTH pris en compte par exploitation est apprécié après réalisation de l'investissement.

5.2. En cas de sinistre ou d'expropriation, le montant de la subvention pouvant être accordée à l'exploitant pour la reconstruction ou la remise en état de sa serre est plafonné de manière à ce que le cumul de la subvention et l'indemnisation d'assurance ou d'expropriation ne dépasse pas le montant des nouveaux investissements, dans le respect des plafonds mentionnés à l'article 5.1.

VI DELAI DE REALISATION DE L'INVESTISSEMENT

Les investissements réalisés en **une tranche** devront être achevés au plus tard **18 mois** à compter de l'envoi de la feuille d'agrément au bénéficiaire.

Ils peuvent faire l'objet d'une réalisation en **2 tranches** successives et devront être achevés au plus tard **24 mois** à compter de l'envoi de la feuille d'agrément au bénéficiaire.

L'attestation bancaire sur le plan de financement devra porter sur les 2 tranches.

Chaque tranche de travaux devra correspondre à un investissement fonctionnel. Cette notion pourra s'appliquer par nature d'équipement. Aucun découpage par dossier de nature exclusivement financière ne pourra être pris en considération.

VII - MONTANT DES AIDES

L'aide sera calculée en fonction de la situation du demandeur.

Le montant maximum de la subvention sera arrêté par le directeur de l'ONIFLHOR après avis de la D.D.A.F. et de l'expert technique national agréé par l'ONIFLHOR.

Les exploitations signataires d'un Contrat Territorial d'Exploitation (CTE) bénéficieront d'une **majoration de 20 %** de la subvention totale octroyée.

7.1. Investissements

La subvention sur les investissements sera calculée forfaitairement en fonction de la liste proposée à l'annexe 1 et en application des barèmes figurant aux annexes 3 et 4.

7.2. Études

Les frais d'études technico-économiques préalables et les frais de contrôle technique de la conformité des serres reconstruites aux normes AFNOR en vigueur seront pris en charge forfaitairement sur la base de **1%** de la subvention accordée pour les investissements, avec un minimum de **150 €** et dans la limite maximum de **530 €**

VIII CONSTITUTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER

Le dossier de demande de concours financier devra être constitué au minimum des éléments suivants :

8.1 Le dossier de demande, conforme au modèle joint en annexe 8, dûment rempli et complété.

8.2 L'analyse technico-économique, assortie du plan de financement, réalisée selon les modèles figurant en annexe 8 et 11 (présentation de l'exploitation et de son plan de développement stratégique) précisant l'intérêt et les modalités de l'investissement et permettant d'apprécier le projet de développement mis en œuvre.

A ce titre, les données économiques relatives à la nature des productions, la fiabilité des circuits de commercialisation, la participation à l'organisation de la filière, la crédibilité des plans de financement, la viabilité économique et financière seront des critères déterminants de la décision d'octroi de l'aide.

Ces études et analyses seront effectuées par des techniciens agréés par l'ONIFLHOR.

L'analyse de la rentabilité de l'investissement, notamment par les ratios, doit être dûment complétée et les calculs attestés soit par le commissaire aux comptes, soit par l'expert comptable ou le centre de gestion auquel est affilié le producteur.

8.3. Dans le cas d'un demandeur prétendant à la **majoration jeune agriculteur** telle que définie à l'article 2.1.2., un document de la DDAF précisant la date d'installation. Pour les sociétés, une photocopie de la carte d'identité, certifiée conforme à l'original par son titulaire du ou des jeunes apportant la majoration.

8.4. Dans le cas d'exploitant agricole à titre individuel, une **attestation de l'AMEXA** certifiant qu'il perçoit en qualité d'exploitant à titre principal les prestations d'assurance maladie du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles.

Dans le cas de personne morale, statuts de la société précisant son objet social, composition de son capital social, attestation de l'AMEXA ci-dessus visée pour les actionnaires non salariés de la société, attestation de la MSA ou tout autre document justifiant que le dirigeant ou le gérant de la société, s'il en est actionnaire, est employé dans cette Société, une attestation de la MSA précisant que les salariés de l'entreprise de production sont affiliés au régime agricole.

8.5 Un avis favorable du banquier sur le plan de financement selon le modèle figurant en annexe 10. **Aucun autre modèle ne sera admis.**

8.6. Les bilans et comptes de résultat détaillés des trois derniers exercices écoulés sauf en cas de première installation.

En outre, pour ces mêmes exercices, la « liasse fiscale » complète, modèle D.G.I, devra être systématiquement jointe au dossier de demande, sauf impossibilité justifiée compte tenu de la nature de l'exploitation.

8.7 Une attestation délivrée par un organisme professionnel (chambre d'agriculture, centre de gestion...) garantissant la compétence technique du demandeur et lui apportant un appui en matière de technique et de gestion.

8.8 Une attestation d'adhésion à une station du réseau ASTREDHOR pour l'exercice en cours, accompagnée d'un engagement du demandeur d'adhérer à ce réseau pour une période minimale de 5 ans à compter de la date de dépôt de la demande.

8.9 Une attestation précisant le respect des dispositions relatives à la tenue d'une comptabilité et au **paiement des taxes et cotisations interprofessionnelles** rendues obligatoires par les pouvoirs publics.

8.10 Siret, Siren ou extrait de KBIS. Une photocopie de la carte d'identité certifiée conforme à l'original par son titulaire pour les individuels et un extrait du Kbis pour les sociétés.

8.11 Une copie du récépissé du permis de construire pour les constructions ou agrandissements.

8.12. Les devis descriptifs et estimatifs détaillés des investissements à effectuer, pour les investissements forfaitisés et non forfaitisés.

8.13. Une attestation de conformité aux normes AFNOR ou européennes en vigueur du modèle de serre retenu dans le projet pour les surfaces à construire et attestation d'assurance de la serre faisant l'objet d'un aménagement.

Une attestation précisant le caractère assurable des structures à construire et/ou à rénover délivrée par une mutuelle ou une société d'assurance.

PARTICULARITES SELON LA SITUATION DU DEMANDEUR

8.14. Dans le cas d'une **demande au titre de l'organisation commerciale**, le dossier transmis doit comporter en outre, les pièces suivantes :

Bilans, comptes de résultat et annexes des 3 derniers exercices clos de la société commerciale attestés et déposés auprès des services fiscaux ;

Statuts de la société commerciale, et dans le cas où cette information n'apparaîtrait pas dans les statuts, attestation du commissaire aux comptes de la structure commerciale du montant de la participation de l'exploitant au capital de cette société ; ou un extrait du procès verbal de l'assemblée générale constatant la prise de capital.

Attestation du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable de la société commerciale du montant des achats en produits horticoles ou de pépinières effectués auprès du producteur au cours des derniers exercices.

8.15 Dans le cas d'une **demande au titre de l'existence d'accords de partenariat**, le dossier transmis doit comporter en outre, et pour chaque accord passé, les pièces suivantes :

Copie de l'accord de partenariat signé par les 2 parties, selon le modèle type en annexe 13 ou tout autre document comportant au minimum les mêmes engagements.

Attestation du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable justifiant du montant des ventes en produits horticoles ou de pépinières effectués auprès des partenaires commerciaux au cours du dernier exercice.

8.16. Dans le cas d'un **dossier déposé par un producteur adhérent à une organisation de producteurs reconnue**, le dossier de demande doit être contresigné par ladite organisation.

De plus, le dossier est déposé par l'intermédiaire de l'organisation de producteurs qui joint à la demande une note précisant son programme de développement, ses objectifs et sa stratégie selon le modèle joint en annexe 12.

8.17. Dans tous les cas, et en particulier pour les dossiers déposés conformément aux dispositions de l'article 2.5.3, les demandeurs communiquent toutes autres pièces de nature juridique, financière ou technique qui permettent d'apprécier la qualité et l'opportunité du projet présenté, y compris étude préalable d'installation, audit, etc.

IX - INSTRUCTION DES DOSSIERS

Le dossier ainsi constitué en trois exemplaires par le technicien agréé par l'ONIFLHOR est déposé auprès du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt. Concomitamment, le demandeur adresse à l'ONIFLHOR et à l'expert technique national une copie de sa demande de concours (Annexe 8).

9.1. Contrôle de la D.D.A.F.

Il appartient au D.D.A.F de refuser l'instruction des demandes si toutes les pièces constitutives ne sont pas produites. Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt vérifie et s'assure notamment que le demandeur :

- Détient la qualité d'exploitant agricole, personne physique ou morale, telle que définie à l'article 2.1.1., et la compétence technique nécessaire,
- Le cas échéant, répond aux conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide majorée "jeune agriculteur",
- Ne procède pas à des activités d'achat revente de produits horticoles ou de pépinières dans des conditions dépassant le seuil toléré, soit 10% maximum du chiffre d'affaires de l'exploitation.

Le D.D.A.F apprécie la conformité de la demande au regard des dispositions de la circulaire, plus spécialement sur l'économie du projet, son incidence financière, la capacité technique du demandeur et d'une façon générale ses effets sur l'équilibre général de l'exploitation, et le contexte économique et commercial dans lequel il s'insère, et donne un avis motivé sur la demande.

Il vérifie que le dossier comprend bien les informations nécessaires pour permettre d'apprécier les conditions dans lesquelles l'organisation de producteurs assure la commercialisation des productions du demandeur.

Dans le cas d'un producteur inséré dans l'organisation commerciale ou partenariale, il vérifie les modalités de sa participation.

Dans le cas d'avis réservé ou défavorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, celui-ci peut soit en informer directement le demandeur, soit transmettre le dossier à l'ONIFLHOR, à qui il appartient de statuer.

Il vérifie que l'exploitation n'a pas atteint le plafond d'aides publiques depuis le 22/11/2001 (lendemain de la date d'approbation du volet serres dans le PDRN).

Il apporte la confirmation que le demandeur a signé ou déposé un projet de CTE.

9.2. Examen du dossier par l'expert technique national agréé par l'ONIFLHOR

Le dossier est ensuite transmis en deux exemplaires à l'expert technique national de l'ONIFLHOR qui en adresse un à l'ONIFLHOR accompagné de son avis.

L'avis de l'expert technique national porte sur la solution technique retenue, la nature des investissements et leur conformité aux normes, la recevabilité ou non de l'ensemble des investissements vis-à-vis soit de la définition des forfaits soit de leur performance et de leur caractère novateur, notamment en ce qui concerne l'environnement, et l'adéquation du coût global des investissements au volume et aux types de productions envisagées.

9.3. Examen du dossier par l'ONIFLHOR : délivrance de l'accusé de réception

Au vu des avis de la DDAF et de l'expert national, l'ONIFLHOR délivre au demandeur, **dès réception d'un dossier complet**, un **accusé de réception** valant autorisation de commencer les travaux projetés.

L'accusé de réception ne préjuge en rien de la décision de l'ONIFLHOR concernant l'octroi de l'aide sollicitée.

Lorsque les crédits nécessaires sont disponibles, l'ONIFLHOR délivre au producteur **une feuille d'agrément**, après examen du dossier de demande d'aide. Celle-ci, portant décision d'engagement de crédit, mentionne la liste des investissements retenus et le montant prévisionnel maximum des subventions pouvant être accordées.

Pour les demandeurs ayant déposés en D.D.A.F. un C.T.E. non signé à la date du dépôt de la demande, la feuille d'agrément ne sera délivrée qu'après confirmation ou non de la signature du C.T.E. Cette confirmation devra intervenir dans le délai maximum de réalisation des travaux autorisés par l'Oniflhor. En l'absence de cette confirmation, la subvention sera calculée hors C.T.E.

Une copie de ces documents est adressée simultanément au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt. En cas d'avis négatif concernant la recevabilité du dossier, le demandeur en est informé par l'ONIFLHOR, une copie étant transmise à la DDAF.

Tout commencement des travaux avant délivrance de l'accusé de réception rend le projet inéligible.

9.4. Analyse économique et financière par les services de l'ONIFLHOR

Afin d'apprécier l'importance d'une éventuelle activité de négoce, l'ONIFLHOR s'assurera que le taux d'approvisionnement (combustible compris) de l'entreprise ne dépasse pas les maxima indicatifs ci dessous :

- Fleurs coupées, plantes en pot et à massifs : 50% du chiffre d'affaires ;
- Pépinières : 35% du chiffre d'affaires.

En cas de dépassement de ce taux, une analyse sera effectuée au cas par cas par l'ONIFLHOR qui pourra demander à l'entreprise de lui fournir des compléments d'informations.

Les dossiers présentant des situations financières dégradées ou des taux d'approvisionnement excessifs et non justifiés seront présentés à l'avis de la commission « serres » visée à l'article 9.5. et pourront faire l'objet d'un rejet.

9.5.Examen des dossiers présentant des caractères particuliers

Les dossiers présentant des caractères particuliers pourront, le cas échéant, être soumis à l'examen d'une Commission Nationale des serres.

Cette commission est présidée par le directeur de l'ONIFLHOR et comprend des représentants du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, du Contrôle d'Etat, de la Fédération Nationale des Producteurs de l'Horticulture et des Pépinières (FNPHP), de la Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole (FELCOOP), de la Caisse Nationale de Crédit Agricole (C.N.C.A.), de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (A.D.E.M.E.) et du Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (C.E.M.A.G.R.E.F.).

Cette commission consultative, où siège de droit l'expert technique national de l'ONIFLHOR, formulera un avis sur les dossiers en se fondant notamment sur les études mises à sa disposition. Après avis de cette commission, le directeur de l'ONIFLHOR arrête ensuite, par décision d'application, le montant maximum des subventions à verser.

X - VERSEMENT DE LA SUBVENTION ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La subvention pourra être versée selon les modalités suivantes :

Sous forme **d'avance cautionnée** au début de la réalisation, puis solde de subvention à l'achèvement des travaux, tels que définis aux articles 10.1., 10.2., 10.3. et 10.4.

Sous forme **de subvention définitive** à l'achèvement des travaux telle que définie aux articles 10.2., 10.3. et 10.4.

10.1. Présentation d'une demande d'avance cautionnée

L'avance cautionnée, versée par l'ONIFLHOR, représente **25%** de la subvention totale agréée ; elle ne pourra s'effectuer qu'une fois que le demandeur aura reçu la feuille d'agrément de l'ONIFLHOR. Cette avance est subordonnée à la présentation :

De la **demande d'avance**, conforme au modèle joint en annexe 14,

D'une **attestation de la D.D.A.F. constatant le début de la réalisation des travaux**,

D'une **caution personnelle et solidaire** conforme au modèle joint en annexe 15. Cette garantie financière sera d'un montant égal au montant de l'avance sollicitée.

D'un **relevé d'identité bancaire ou postal** en original.

D'une copie du **permis de construire**.

La libération de la caution ne pourra intervenir que lors de la présentation de la demande de versement du solde tel que défini aux articles 10.2., 10.3. et 10.4., et dans la mesure où le montant de la subvention totale liquidée est supérieur au montant de l'avance versée. Le directeur de l'ONIFLHOR réclamera le reversement de la différence entre ces deux montants, ou à défaut appréhendera la caution pour un montant égal au reversement demandé.

Le dépôt de cette demande d'avance n'a aucun caractère obligatoire.

10.2. Présentation de la demande de subvention définitive ou de versement du solde

Les dossiers de demande de subvention définitive ou de versement du solde de la subvention devront parvenir à l'ONIFLHOR au plus tard **24 mois** après la date de la décision de financement du dossier dans le cas d'un investissement programmé en une tranche et **30 mois** pour les investissements réalisés en deux tranches.

Passé ces délais, le dossier sera considéré comme forclos et les crédits seront annulés. Les avances éventuellement versées devront être remboursées.

10.3. Le paiement de la part nationale se fera sur **présentation de la demande de versement**, conforme au modèle joint en annexe 16.

Cette demande sera accompagnée des pièces suivantes :

Une **attestation du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt**, certifiant la réalisation effective des travaux prévus sur la base desquels la décision de financement a été prise, appuyée d'une fiche de contrôle sur site (annexe 17).

Une **attestation originale d'un bureau de contrôle technique** certifiant que les serres construites sont conformes aux normes AFNOR en vigueur. Dans le cas de projets réalisés par tranche, l'attestation de conformité aux normes devra être fournie pour chaque tranche de travaux réalisée ;

Une **attestation d'assurance originale** des structures rénovées, construites et/ou aménagées ;

Deux relevés d'identité bancaire ou postal originaux ;

Une copie du **permis de construire** ;

Numéro de SIRET ou extrait de KBIS ;

Dans le cas d'investissements non financés forfaitairement, des factures ou copies certifiées conformes, revêtues des mentions de règlements : référence de chèques émis et date des paiements correspondants, ainsi qu'un état récapitulatif regroupant les factures par poste correspondant à la décomposition des dépenses figurant sur la décision de financement ;

Dans le cas où certains postes agréés dans le projet ne seraient pas réalisés, d'un courrier de renonciation à ces réalisations rédigé par le demandeur ;

Dans le cas de changement de raison sociale, d'une copie des nouveaux statuts de la société et un extrait du KBIS.

10.4. Le montant définitif de la subvention correspondra aux travaux dont la réalisation aura été attestée par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en application des forfaits prévus.

Pour les investissements hors forfait, il sera calculé en référence au montant des frais réels hors taxe en application du taux retenu dans la limite des montants agréés par l'ONIFLHOR.

10.5. Pour les signataires d'un CTE, la subvention définitive sera versée pour moitié par l'ONIFLHOR et pour l'autre moitié par le CNASEA.

Pour les autres bénéficiaires cette subvention sera versée à raison de 75 % par l'ONIFLHOR et de 25 % par le CNASEA.

Le paiement de la part communautaire sera assurée par le CNASEA.

10.6 Le montant définitif de l'aide versée sera notifié par l'ONIFLHOR au bénéficiaire.

XI - CONTRÔLES ET SANCTIONS

11.1. L'Oniflhor, le CNASEA, les D.D.A.F. et tout autre organisme agréé, se réservent la possibilité d'effectuer tout contrôle sur site, pendant ou après les travaux, ou de réclamer toute pièce justificative qu'ils estiment utile, en particulier pour les investissements financés forfaitairement. Les rapports de contrôle et les suites données seront transmis aux organismes payeurs (CNASEA et ONIFLHOR).

5% au moins des demandes payées chaque année seront contrôlées sur place par le CNASEA ou tout autre organisme agréé par ce dernier.

11.2. Le non-respect des engagements pris, dans le cadre de la présente circulaire, ainsi que toute fausse déclaration ou toute utilisation frauduleuse de la subvention entraînera le reversement immédiat de la subvention à l'ONIFLHOR, et/ou au CNASEA sans préjudice des poursuites contentieuses.

Dans le cas des exploitants ayant obtenus une aide au titre de l'organisation commerciale ou l'existence des accords de partenariat, la rupture anticipée, de la seule responsabilité du producteur, de l'accord de partenariat ou de la participation à l'organisation commerciale entraîne, en application du titre II de la présente circulaire, le remboursement immédiat de la totalité de la subvention reçue.

Cette disposition s'applique aussi aux producteurs qui commercialisent moins de 50 % de leur chiffre d'affaires au travers de la structure commerciale ou partenariale pendant la durée indiquée aux articles 2.5.1. et 2.5.2.

XII DATE D'APPLICATION DE LA CIRCULAIRE

Tous les dossiers déposés en DDAF à partir du 22/11/01 sont éligibles aux dispositions de la présente circulaire.

SOMMAIRE

I - OBJECTIFS

- 1.1. Objectifs
- 1.2. Stratégie économique et commerciale

II - CRITERES D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS

- 2.1. Conditions générales applicables à tous les demandeurs
 - 2.1.1. Définition de l'exploitant agricole à titre principal
 - 2.1.2. Définition de la notion de jeunes agriculteurs
 - 2.1.3. Qualification professionnelle
 - 2.1.4. Appui en matière de technique et de gestion
 - 2.1.5. Adhésion à une station du réseau ASTREDHOR
 - 2.1.6. Disciplines professionnelles et interprofessionnelles
 - 2.1.7. Comptabilité et imposition à la T.V.A.
 - 2.1.8. Destination agricole des investissements et des équipements
 - 2.1.9. Engagement à exploiter pendant 5 ans.
 - 2.1.10. Projets mixtes
 - 2.1.11. Projets réalisés en leasing ou en crédit bail
 - 2.1.12. Projet réalisés en location
- 2.2. Projet de développement stratégique
- 2.3. Environnement et sécurité
- 2.4. Conditions générales applicables aux demandeurs adhérents d'une OP
- 2.5. Conditions générales applicables aux demandeurs qui n'adhèrent pas à une OP
 - 2.5.1. Participation à l'organisation commerciale
 - 2.5.2. Définition du partenariat avec la distribution
 - 2.5.3. Dispositions complémentaires

III - NATURE DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES

- 3.1. Les constructions neuves de serres
- 3.2. L'aménagement des serres
- 3.3. L'aménagement d'aires de culture hors sol
- 3.4. La rénovation

- 3.4. Autres investissements
- 3.6. Travaux effectués par l'exploitant

IV - SEUILS DE SUPERFICIES SUBVENTIONNABLES

- 4.1. Construction – Création et extension
- 4.2. Aménagement
- 4.3. Aires de culture hors sol de plein air
- 4.4. Dérogations aux seuils minimaux

V - MONTANT DES INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES

- 5.1. Minima et plafonds d'investissements éligibles
- 5.2. Cas particulier de sinistre ou expropriation

VI DELAI DE REALISATION DE L 'INVESTISSEMENT

VII- MONTANT DES AIDES

- 7.1. Investissements
- 7.2. Études

VIII - CONSTITUTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER

- 8.1. Dossier de demande
- 8.2. Analyse technico-économique
- 8.3. Fiche d'état civil et attestation militaire pour les J.A.
- 8.4. Attestations de l'AMEXA et de la M.S.A.
- 8.5. Avis motivé du banquier
- 8.6. Bilans et comptes de résultat – Liasses fiscales
- 8.7. Compétence et appui technique du demandeur
- 8.8. Attestation d'adhésion à une station du réseau ASTREDHOR
- 8.9. Preuve du respect de la tenue d'une comptabilité
- 8.10. Siret - Siren
- 8.11. Permis de construire
- 8.12. Devis descriptifs et estimatifs des investissements
- 8.13. Attestation de conformité de norme - Attestation du caractère assurable des rénovations

PARTICULARITES SELON LA SITUATION DU DEMANDEUR

- 8.14. Demande au titre de l'organisation commerciale
- 8.15. Demande au titre d'accords de partenariat
- 8.16. Demande au titre de l'organisation économique (O.P.)
- 8.17. Cas particuliers

IX - INSTRUCTION DES DOSSIERS

- 9.1. Contrôle de la D.D.A.F.
- 9.2. Examen du dossier par l'expert technique national agréé par l'ONIFLHOR
- 9.3. Examen du dossier par l'ONIFLHOR : accusé de réception
- 9.4. Analyse économique et financière par les services de l'ONIFLHOR
- 9.5. Examen des dossiers présentant des cas particuliers.

X - VERSEMENT DE L'AIDE ET DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- 10.1. Demande d'avance cautionnée
- 10.2. Demande de versement du solde ou de la subvention définitive
- 10.3. Présentation de la demande de versement
- 10.4. Montant définitif de la subvention
- 10.5. Paiement de la subvention
- 10.6. Notification de l'aide

XI - CONTRÔLES ET SANCTIONS

- 11.1. Contrôles par l'ONIFLHOR et les D.D.A.F.
- 11.2. Sanctions

XII - DATE D'APPLICATION DE LA CIRCULAIRE

Tous les dossiers déposés en DDAF à partir du 22/11/2001 sont éligibles aux dispositions de la présente circulaire.

La Sous-Directrice des Cultures
et des Produits Végétaux

Marie-France CAZALERE

DEFINITION DES FORFAITS PAR POSTE D'INVESTISSEMENT POUR LE SECTEUR HORTICOLE ET LES PEPINIERES

N° de poste / Poste

TYPE DE SERRE

- 01 H **Serre lourde ou légère :**
Serre à vitrage plan de largeur de monochapelle de 6,4m à plus de 12m et type VENLO double ou triple chapelles avec fondations, terrassements, dispositif d'aération, électricité, montage selon norme AFNOR NFU 57060
- 02 H **Serre « multichapelle plastique » à couverture de matériaux plastique souple ou semi rigide ou double paroi gonflable :**
SERRE MULTICHAPELLE A CHARPENTE METALLIQUE AVEC FONDATIONS, AERATION AUTOMATIQUE, SUPPORTS DE CULTURE, FILMS OU MATERIAUX PLASTIQUES CINTRABLES A FROID ET MONTAGE INCLUS. CONFORME A LA NORME AFNOR NFU 57064.
- 03 H **Serre bitunnel :**
Serre bitunnel à simple ou double paroi gonflable, à charpente métallique, avec système d'ancrage ou fondations, aération automatique ou par écartement de bâches, supports de cultures, film de couverture et montage inclus conforme à la norme AFNOR NFU 57064.
- N **Hall technique de production :**
B SA FONCTION EST D'ABRITER LA CHAUFFERIE, LE MATERIEL DE FERTI - IRRIGATION ET DE SERVIR DE SAS ENTRE L'EXTERIEUR ET LA ZONE DE PRODUCTION : PRISE EN COMPTE D'UNE SURFACE COMPLEMENTAIRE REPRESENTANT 10 % DE LA SURFACE DE PRODUCTION.

CHAUFFAGE

Chaufferie :

Comprenant la chaudière et son équipement : brûleur, alimentation en combustible liquide ou gazeux, en électricité et en eau, cheminée, régulation isolation, montage.

Puissance installée :

- 04 H 0 à 200 th/h
05 H 201 à 600 th/h
06 H Supérieure à 600 th/h

Générateurs air chaud/ chauffage air pulsé :

COMPRENANT : GENERATEUR, BRULEUR, ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE LIQUIDE OU GAZEUX, ELECTRICITE, CHEMINEE, REGULATION, GAINES DE DISTRIBUTION ET MONTAGE.

Puissance installée :

- 07 H 0 à 200 th/h
08 H Supérieure à 200 th/h

- 09 H **Thermosiphon ou système mixte** (thermosiphon + aérothermes) :
COMPRENANT CIRCUIT LOCALISE ET CIRCUIT AERIEN, Y COMPRIS TUBES, SUPPORTS, VANNES, POMPES, COLLECTEUR PRIMAIRE, AEROTHERME ET MONTAGE.

- 10 H **« Chauffage au sol et / ou tablettes » :**
Distribution par un seul réseau de tuyaux de chauffage basse température localisée au sol et/ou dans les tablettes de culture y compris tubes, supports, vannes, pompes, collecteur primaire et montage.
- 11 H **Refroidissement du sol :**
Comprenant groupe frigorifique, régulation, collecteur primaire, réseau secondaire de distribution en serre, pompes de circulation et filtres.
- Système de chauffage unique :**
Chauffage ne comprenant que des réseaux « basse température » ou « antigel » ou des systèmes fonctionnant uniquement par aérothermes.
- Puissance installée :**
- 12 H Inférieure à 120 Kcal/h/m² : comprenant un réseau de distribution en eau tiède par tubes en matière plastique ou réseau de thermosiphon et/ou aérothermes.
- 13 H Supérieure ou égale à 120 Kcal/h/m² : comprenant des aérothermes placés sur boucle de chauffage alimentée par la chaufferie, pompes, vannes et montage.

IRRIGATION

Les forfaits suivants s'appliquent également dans le cas d'aménagements de serres horticoles ne disposant pas auparavant d'équipements automatisés d'irrigation.

- 14 H **Subirrigation :**
Comprenant : bacs, gouttières ou supports dans les tablettes de culture, y compris programmeur ou régulation sommaire, pompes, vannes, amenée d'eau, électricité, réseau de distribution, montage.
- 15 H **Aspersion/Brumisation :**
Comprenant : pompes, vannes, programmeur ou régulation sommaire, amenée d'eau, électricité, réseau de distribution, montage.
- 16 H **Brouillard type fog système :**
PULVERISATION EN FINES GOUTTELETTES (ENVIRON 10 MICRONS), COMPRENANT : POMPES, VANNES, RESEAU DE DISTRIBUTION, PROGRAMMEUR OU REGULATION SOMMAIRE, AMENEE D'EAU, ELECTRICITE, MONTAGE.
- 17 H **Goutte à goutte en ligne :**
Comprenant : pompes, vannes, réseau de distribution, électricité, amenée d'eau, programmeur ou régulation sommaire, montage.
- 18 H **Goutte à goutte pot à pot :**
Comprenant : réseau pour tubes capillaires sur tête de distribution à sorties multiples avec pompes, vannes programmeur ou régulation sommaire, alimentation en eau, électricité et montage.
- 19 H **Équipement pour la mise en place de culture « hors sol » :**
Comprenant : les bacs de culture, le substrat, le montage (est exclue : la partie de l'installation comprenant station de tête, régulation, ordinateur, etc.).
- 20 H **Aspersion sur toiture :**
Comprenant : les asperseurs, les supports, le réseau d'alimentation, la régulation et le montage, couplé à un système de récupération des eaux (exclus).

- 21 H **Station de tête ferti-irrigation :**
Comprenant : l'alimentation en eau, la filtration, les bacs d'engrais et de mélange, les pompes électriques avec injection proportionnelle d'engrais, asservies ou non à des sondes de contrôle de conductivité et de PH, l'alimentation électrique et le montage.
- 22 H **Ordinateur de ferti - irrigation :**
Régulation de la ferti - irrigation par ordinateur comprenant : l'unité centrale, les périphériques de dialogue, les sondes, les câbles, le branchement électrique et le montage.
- NB *Si le logiciel de ferti - irrigation est intégré à l'unité centrale de gestion climatique, considérer, dans ce cas, un compartiment supplémentaire pour le poste "ordinateur climatique" en 24 H (pour 1 à 2 compartiments de serre) ou en 25 H (pour trois compartiments et plus).*
- 23 H **Chariot d'irrigation :**
Comprenant : chariot avec moto réducteur, armoire de commande, rampe équipée ainsi que les rails supports, fixations et montage.

EQUIPEMENTS DIVERS

- 24 H **Ordinateur climatique** (forfait applicable pour 1 à 3 compartiments de serres) :
Régulation climatique par ordinateur comprenant l'unité centrale, les périphériques de dialogue, les capteurs, les câbles, les organes de commande, le branchement électrique et le montage.
- 25 H **Ordinateur climatique** (forfait applicable par compartiment supplémentaire) :
Comprenant les capteurs, les câbles, les organes de commande, le branchement électrique et le montage.
- 26 H **Ordinateur climatique décentralisé** (non relié à un superviseur de type PC, mais néanmoins compatible avec ce type d'installation) :
Régulation climatique par ordinateur comprenant les câbles, les capteurs, le branchement électrique et le montage.
- 27 H **Ecran thermique et d'ombrage :**
Comprenant les supports, le mécanisme de fermeture et d'ouverture, la toile ou bâche, la régulation, le branchement électrique et le montage.
- 28 H **Ecran d'occultation :**
Comprenant les supports, le mécanisme de fermeture et d'ouverture, la toile ou bâche, la régulation, le branchement électrique et le montage.
- 29 H **Eclairage photosynthétique :**
Comprenant des réflecteurs dotés de lampes sodium haute pression 400 watts à raison d'un appareil pour 10m² ou équivalent en puissance, câbles d'alimentation, raccordements électriques, armoires de contrôle, programmation et montage soit une puissance de 3500 Lux au m².
- 30 H **Eclairage photosynthétique intense :**
Comprenant des réflecteurs dotés de lampes à sodium haute pression 400 watts à raison de 2 appareils pour 10m² ou équivalent en puissance, câbles d'alimentation, raccordements électriques, armoires de contrôle, programmation et montage soit 7500 Lux/m².

EQUIPEMENTS DIVERS (Suite)

- 31 H **Eclairage photopériodique :**
Tous équipements électriques : câblages, lampes, armoire de contrôle, programmeur, etc. destinés à une utilisation en culture photopériodique.
- 32 H **Enrichissement en CO² :**
Comprenant la production en CO², le matériel de détente, de vaporisation et d'injection, le réseau de distribution, la régulation (sondes, analyseur) et montage.
- 33 H **Tablettes mobiles :**
Supports de culture prenant appui sur le sol et de hauteur facilitant le travail dont le plateau et/ou le support peuvent être déplaçables. Les réseaux de chauffage incorporés dans les tablettes sont pris en compte dans les forfaits distribution de chauffage (09 H ou 10 H). Tous les éléments et le montage inclus.
- 34 H **Ponts roulants :**
Système de déplacement manuel des tablettes monté sur rail ou suspendu aux tubes de chauffage et montage.
- Mise en œuvre de sols en enrobé ou en béton pour les cultures hors sol** (sous serre ou plein air). Peuvent être pris en compte les allées de cheminement dans les serres et dans les aires de cultures hors sol comprenant :
- 35 H ♦ l'enrobé d'une épaisseur de 6 à 8cm posé sur un sol décapé, stabilisé et drainant y compris l'emploi d'un film géotextile entre l'enrobé et les graviers de stabilisation, le drainage, le nivelage et la mise en pente pour l'évacuation des eaux et des effluents.
- 36 H ♦ le béton d'une épaisseur de 10 à 15 cm comprenant le décapage, le drainage, le nivelage et la mise en pente pour l'évacuation des eaux et des effluents.
- 37 H **Tapis de convoyage des plantes à bandes :**
Système de manutention spécifique, chaque unité correspond à la largeur minimum de serre soit 9,60 m.
- 38 H **Equipped d'une serre "insect-proof"** dans le cadre de la protection biologique intégrée comprenant la pose et les toiles de protection contre les insectes extérieurs.

DEFINITION DES INVESTISSEMENTS HORS FORFAIT POUR LE SECTEUR HORTICOLE ET LES PEPINIERES

AIRES STABILISEES OU BETONNEES POUR LES AIRES DE CULTURES HORS SOL DE PEPINIERES OU DE PRODUITS HORTICOLES REALISEES PAR UNE ENTREPRISE SPECIALISEE (GENIE CIVIL...).

Système de manutention autre que tapis de convoyage. Ils pourront être pris à titre expérimental et exceptionnel en application de l'article 1.6 de la circulaire après examen par l'expert national et obtention de l'accord de l'ONIFLHOR.

Bassin de récupération des solutions nutritives et des eaux de drainage. Comprenant terrassement, construction du bassin de récupération et de décantation, système de filtration et pompes. Cet investissement peut être couplé à :

- ♦ **Système de désinfection des solutions nutritives et des eaux de drainage** à recycler par rayonnement ultraviolet, ozonisation, filtration lente, hypochlorite de sodium, les traitements thermiques
- ♦ **Bassin de récupération des eaux de pluies ou d'aspersion de toiture** comprenant terrassement, construction du bassin de récupération et pompes.

Enrichissement en CO2 par récupération sur les gaz de fumées de chaudière à gaz avec stockage de chaleur.

Equipements d'injection comprenant une unité d'aspiration refoulement par ventilateur, un système de clapet ou vanne motorisé, un système de régulation avec analyseur de CO2, le montage et les branchements électriques, au minimum, et éventuellement, en plus, un réservoir d'eau chaude ou tiède, le réseau de canalisation, l'échangeur de chaleur sur les fumées, les vannes, pompes et système de régulation.

<p style="text-align: center;"><i>LISTE DES INVESTISSEMENTS POUVANT ÊTRE REALISES PAR L'EXPLOITANT</i></p>

Goutte à goutte en ligne selon définition du forfait	17 H
Goutte à goutte pot à pot selon définition du forfait	18 H
Aspersion / Brumisation	15 H
Thermosiphon ou système mixte	09 H

En application de l'article 2.7 de la circulaire, seul le coût du matériel est retenu en application des barèmes pour les investissements non forfaitisés indiqués à l'annexe 3.

APPLICATION DES BAREMES DE SUBVENTION
--

	Barème 1	Barème 2	Barème 3
Serres horticoles et leurs équipements Equipements de production hors sol de plein air	Producteurs participant à l'organisation commerciale ou partenariale	Producteurs participant à l'organisation économique adhérents d'une organisation de producteurs. Jeunes agriculteurs participant à l'organisation commerciale ou partenariale.	Jeunes agriculteurs participant à l'organisation économique adhérent d'une organisation de producteurs.
<u>Investissements hors forfaits</u>	18 %	22 %	25 %
<u>Investissements hors forfaits avec CTE</u>	21,6 %	26,4 %	30 %
<u>Forfaits par poste d'investissement</u>	Annexe 4	Annexe 4	Annexe 4

**BAREME DES SUBVENTIONS APPLICABLES
POUR LES INVESTISSEMENTS HORTICOLES ET DE PEPINIERES**

En euros / m² / unité

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	BAREME 1	BAREME 2	BAREME 3
TYPE DE SERRES			
01 H Serre lourde ou légère	8,92	10,75	11,89
02 H Serre multichapelle plastique	5,06	6,10	6,74
03 H Serre bitunnel	3,28	3,95	4,36
CHAUFFAGE			
04 H Chaufferie de puissance de 0 à 200 th/h(2)	8,03	9,68	10,70
05 H Chaufferie de puissance de 201 à 600 th/h(2)	5,95	7,17	7,93
06 H Chaufferie de puissance supérieure à 600 th/h(2)	4,16	5,02	5,55
07 H Générateur air/chauffage air pulsé de 0 à 200 th/h(2)	5,35	6,45	7,13
08 H Générateur air/chauffage air pulsé supérieur à 200 th/h(2)	3,96	4,77	5,27
09 H Thermosiphon ou système mixte	2,97	3,58	3,96
10 H Chauffage au sol et/ou tablettes	1,49	1,80	1,98
11 H Refroidissement du sol	2,97	3,58	3,96
12 H Chauffage unique inférieur à 120 kcal/h/m ²	0,90	1,08	1,19
13 H Chauffage unique supérieur ou égal à 120 kcal/h/m ²	1,49	1,80	1,98
IRRIGATION			
14 H Subirrigation	1,19	1,43	1,59
15 H Aspersion/brumisation	0,50	0,61	0,69
16 H Brouillard type fog système	1,49	1,80	1,98
17 H Goutte à goutte en ligne	0,34	0,40	0,44
18 H Goutte à goutte pot à pot	1,02	1,22	1,36
19 H Equipement pour la mise en place de culture hors sol	1,49	1,80	1,98
20 H Aspersion sur toiture	0,30	0,37	0,40
21 H Station de tête ferti-irrigation(1)	1 189,10	1 433,02	1 585,47
22 H Ordinateur de ferti-irrigation(1)	2 972,76	3 582,55	3 963,67
23 H Chariot d'irrigation(1)	891,83	1 074,77	1 189,10
EQUIPEMENTS DIVERS			
24 H Ordinateur climatique (1 à 3 compartiments de serres)(1)	2 972,76	3 582,55	3 963,67
25 H Ordinateur climatique (compartiment supplémentaire)(1)	594,55	716,51	792,73
26 H Ordinateur climatique décentralisé(1)	1 189,10	1 433,02	1 585,47
27 H Ecran thermique et d'ombrage	2,09	2,52	2,77
28 H Ecran d'occultation	3,57	4,30	4,76
29 H Eclairage photosynthétique	4,47	5,38	5,95
30 H Eclairage photosynthétique intense	5,95	7,17	7,93
31 H Eclairage photopériodique	1,19	1,43	1,59
32 H Enrichissement en CO ²	0,44	0,55	0,59
33 H Tablettes mobiles	6,54	7,88	8,72
34 H Ponts roulants(1)	297,28	358,26	396,37
35 H Sols en enrobé	3,57	4,30	4,76
36 H Sols en béton	5,35	6,45	7,13
37 H Tapis de convoyage des plantes à bandes(1)(3)	297,28	358,26	396,37
38 H Serre insect - proof	0,30	0,37	0,40

(1) forfaits s'appliquent à l'unité (2) forfaits s'appliquent au nombre de KVA, th / h (3) Au maximum 2 unités aidées

LISTE DES DIPLOMES ET TITRES RECONNUS

DIPLOMES

Brevet de technicien agricole.

Brevet professionnel délivré par le ministère chargé de l'agriculture, options Responsable d'exploitation agricole, Productions horticoles, Travaux forestiers, Travaux paysagers, Agroéquipements.

Baccalauréat série D' (sciences et techniques agronomiques) ;

Brevet de technicien supérieur agricole.

Diplôme universitaire de technologie de biologie appliquée option Agronomie.

Baccalauréat professionnel Conduite et gestion de l'exploitation agricole ou Productions horticoles ou Agroéquipement.

Diplôme d'ingénieur délivré par les écoles suivantes :

- l'INAPG,
- l'ENSA de Rennes, Montpellier, Toulouse et Nancy,
- l'ENSH de Versailles;
- l'ENITA de Dijon, Bordeaux et Clermont-Ferrand,
- l'ENITH d'Angers,
- l'INPSA de Dijon,
- l'ENSFA de Rennes,
- l'Ecole supérieure d'agriculture d'Angers et de Purpan
- l'Institut supérieur agricole de Beauvais, Lille et de Rhône-Alpes (Lyon)
- l'Ecole supérieure d'ingénieurs et de techniciens pour l'agriculture,
- l'Institut national supérieur des formations agroalimentaires de Rennes,
- l'Institut des hautes études de droit rural et d'économie agricole.

TITRES HOMOLOGUES

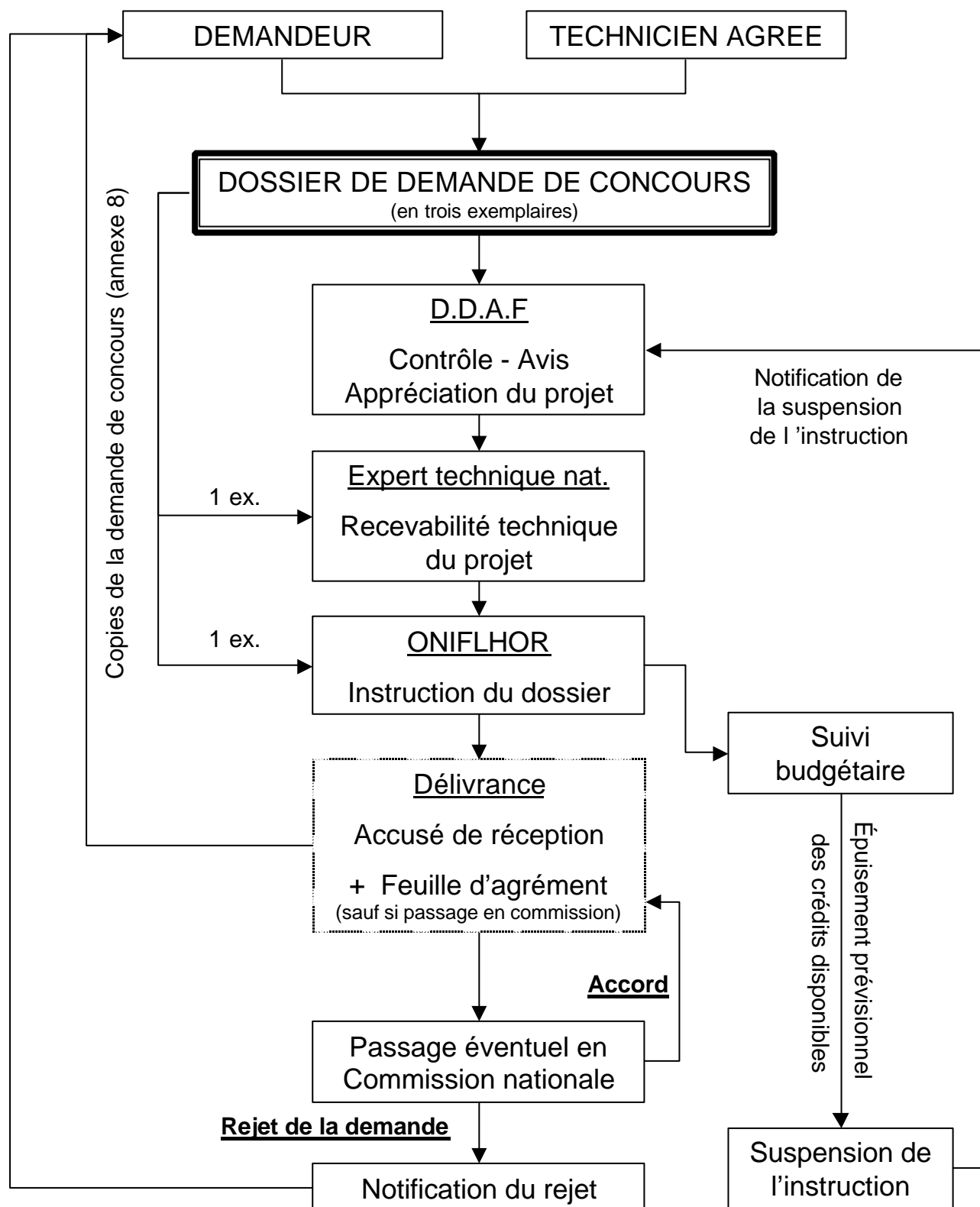
Certificat de capacité technique agricole et rurale délivré par l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation.

Certificat d'aptitude à la conduite des cultures protégées délivré par le Centre national de formation de Théza.

Cette liste est complétée, en tant que de besoin, par des diplômes et des titres homologués, ainsi que par des diplômes et des titres délivrés dans un pays étranger, par le Ministre de l'Agriculture qui prend l'avis d'une commission prévue à cet effet dont le secrétariat est assuré par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche.

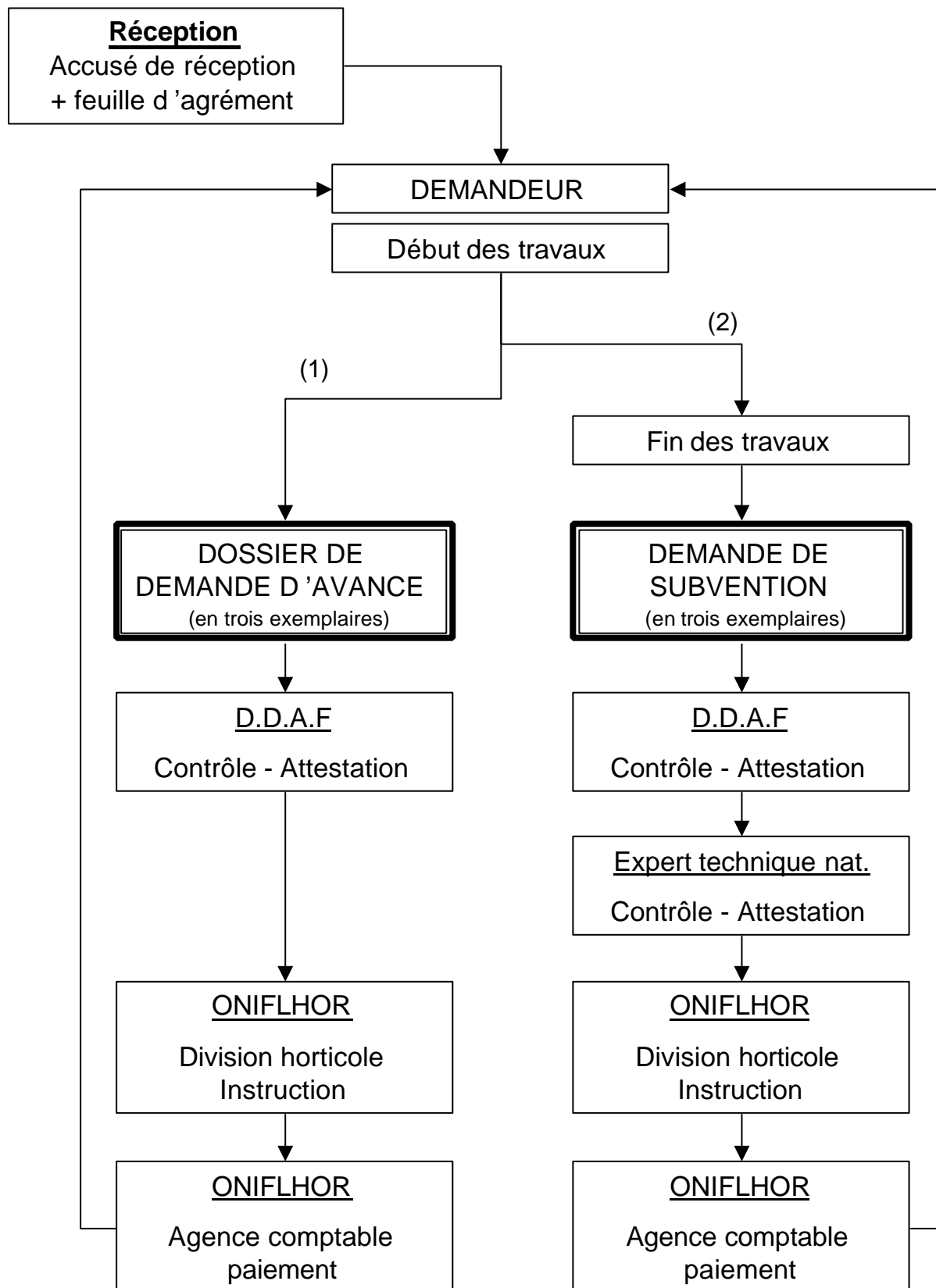
PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER

INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE CONCOURS



PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DEMANDES DE CONCOURS FINANCIER

VERSEMENT DES AIDES



**LISTE DES PIECES A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE DE CONCOURS
FINANCIER DE L'ONIFLHOR POUR LES INVESTISSEMENTS DANS LES
SERRES HORTICOLES OU LES PEPINIERES**

POUR TOUS

- ◆ Demande établie selon le modèle de l'annexe 8 visée par la DDAF et l'expert technique national ☐
- ◆ Engagement du producteur selon le modèle de l'annexe 9 ☐
- ◆ Présentation de l'exploitation et du projet de développement (annexe 11) ☐
- ◆ Attestation AMEXA pour les exploitants agricoles à titre individuel ☐
- ◆ Avis du banquier (annexe 10) ☐
- ◆ Bilans, comptes de résultats détaillés et annexes des trois derniers exercices (+ liasses fiscales complètes type DGI) ☐
- ◆ Attestation d'adhésion à un organisme professionnel apportant un appui en matière de technique et de gestion ☐
- ◆ Attestation d'adhésion à une station de l'ASTREDHOR pour l'exercice en cours ☐
- ◆ Attestation d'assujettissement à la TVA et de tenue d'une comptabilité ☐
- ◆ Attestation de la compétence technique du demandeur ☐
- ◆ Copie du récépissé du permis de construire pour construction et agrandissement ☐
- ◆ Devis descriptifs et estimatifs détaillés des investissements forfaitisés et non forfaitisés ☐
- ◆ Attestation de conformité aux normes AFNOR pour les surfaces à construire ☐
- ◆ Attestation d'assurance pour les serres à aménager ☐
- ◆ Attestation précisant le caractère assurables des serres à rénover ☐
- ◆ Numéro de SIREN ou de SIRET ou extrait de KBIS ou photocopie pièce d'identité ☐

POUR LES DEMANDEURS SOUS FORME SOCIETAIRE

- ◆ Statuts de la société et attestation du Commissaire aux comptes de la répartition du capital social si celle-ci n'apparaît pas dans les statuts ☐

- ◆ Attestation de l'AMEXA pour les actionnaires non salariés de la société ☐
- ◆ Attestation de la MSA pour les actionnaires employés à temps complet dans la société ☐
- ◆ Attestation de la MSA pour les salariés de la société ☐

POUR LES JEUNES AGRICULTEURS

- ◆ Copie d'une pièce d'identité officielle ☐
- ◆ Attestation DDAF précisant la date d'installation ☐

POUR LES DEMANDEURS MEMBRES D'UNE ORGANISATION DE PRODUCTEURS

- ◆ Attestation d'adhésion à l'Organisation de Producteurs (Joindre une copie de l'acte d'adhésion à l'Organisation de Producteurs) ☐
- ◆ Description du programme de développement de l'O.P. ☐

POUR LES DEMANDES DE CONCOURS AU TITRE DE L'ORGANISATION COMMERCIALE

- ◆ Bilans, comptes de résultats et annexes des trois derniers exercices clos de la société commerciale ☐
- ◆ Statuts de la société commerciale et attestation du Commissaire aux comptes de répartition du capital social dans le cas où cette information n'apparaît pas dans les statuts ☐
- ◆ Extrait du procès verbal de l'assemblée générale constatant la prise de capital social ☐
- ◆ Attestation du Commissaire aux comptes ou de l'expert comptable de la société commerciale du montant des achats effectués auprès du producteur au cours des derniers exercices ☐

POUR LES DEMANDES DE CONCOURS AU TITRE DE L'EXISTENCE D' ACCORDS DE PARTENARIATS

- ◆ Accords de partenariat pluriannuels datés et signés par les deux parties ☐
- ◆ Attestation du Commissaire aux comptes ou de l'expert comptable de la (ou des) Société(s) commerciale(s) du montant des achats effectués auprès du producteur au cours des derniers exercices ☐

DEMANDE DE CONCOURS FINANCIER DE L'ONIFLHOR ET FEOGA

Nom / Raison sociale : N° DOSSIER :

Adresse : Horticulture []
 H

Téléphone : Fax : Pépiniériste []

Organisme chargé de l'étude : Mixte []

Nom du technicien : Téléphone :

PRESENTATION GENERALE DE L'ENTREPRISE

- Origine et date de création :
- Structure juridique :
- Nombre d'associés :

- Principales productions :

- Surfaces de production actuelles :

. Serres verre :m² . Bitunnels :m²

. Multichapelles plastique :m² . Tunnelsm²

. Double paroi gonflable :m² . Plein air :m²

PRESENTATION GENERALE DU PROJET

- Descriptif du projet et effets attendus :

- Nature du projet : Construction [] Aménagement [] Rénovation []

- Surfaces concernées :m²m²m²

- Conformité normes AFNOR NFU57

Serres verre NFU 57060 []
 Aire de culture []

Multichapelles plastique NFU 57064 []
 Bitunnels NFU 57064 []

- Compétence technique : diplôme :
 expérience 5 ans :

- Affiliation à un organisme professionnel apportant un appui technique et de gestion

Oui [] Non [] Si oui lequel :

- Adhérent à une station du réseau Astredhor :

Oui [] Non [] Si oui laquelle :

- Assujettissement à la T.V.A. Effectif [] Engagement []

- Tenue d'une comptabilité Effectif [] Engagement []

- Jeune Agriculteur (moins de 35 ans) Oui [] Non []

Date de naissance :/...../ 19.....

- Adhérent à une organisation de producteurs reconnue : Oui [] Non []

Si oui Nom de l'organisation :

- Regroupé dans le cadre de l'organisation commerciale : Oui [] Non []

Participation effective depuis au moins Un an : Oui [] Non []

Nom de la société :

- Ayant conclu des contrats de partenariat avec la distribution : Oui [] Non []

Partenariats effectifs depuis au moins Un an : Oui [] Non []

Nom(s) des partenaires commerciaux :

.....

- Production de jeunes plants Oui [] Non []

- Participation à une « alliance » commerciale : Oui [] Non []

NIVEAU DE SUBVENTION DEMANDEE (BAREME ET TAUX)

- Demandeur ayant déposé un CTE en DDAF Oui [] Non []
- Signataire d'un CTE Oui [] Non []
- Forfaits par poste d'investissements : barème Investissements hors forfait : . . . %

PLAN DE FINANCEMENT EN EUROS

- MONTANT DU PROJET :..... € 100 % Taux et durée des crédits
- * Autofinancement :..... € %
- * Prêt :..... €
- . PI :..... €
- . PPVS :..... €
- * Subvention ONIFLHOR / CNASEA :..... €
- * Autres aides :..... €
- AFME / EDF / GDF :..... €
- PI :..... €
- Région :..... €
- Département :..... €
- Commune :..... €

- Contrat de leasing ou de location attestant à qui la subvention doit être versée joint à la présente demande : Oui [] Non []

- AVIS DU BANQUIER joint à la présente demande : Oui [] Non []

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DES TRAVAUX

TRANCHE	1	2
Début des travaux		
Fin des travaux		
Mise en service		

N.B. : Les travaux ne peuvent en aucun cas débuter avant la délivrance de l'accusé de réception

1. Investissements forfaitisés

2. Investissements non forfaitisés

Investissements

Étude et contrôle

Total subvention demandée

Bonification C.T.E. (20% de la subvention demandée)

Total subvention demandée (après application du plafond PDRN)

	€
	€
	€

- Cas de forme sociétaire :

- ◆ Raison sociale :
- ◆ Objet :
- ◆ Répartition du capital social :

NOMS	DATE DE NAISSANCE	PROFESSION	NOMBRE DE PARTS	POURCENTAGE DU CAPITAL

◆ AIDES PUBLIQUES OBTENUES DEPUIS le 21/11/01

Nationale€	
PI €	
AFME / EDF / GDF€	
PI€	
Région€	
Département€	<u>Cachet DDAF</u>
Commune €	
Autres aides€	
.....€		
TOTAL	€	

Je soussigné,, certifie exact les informations et déclarations de la présente demande de concours financier de l'ONIFLHOR et notamment que mon exploitation n'a pas bénéficié à ce jour d'un montant d'aides publiques supérieur au plafond du PDRN.

A , le

Signature du demandeur

- AVIS DE LA D.D.A.F.

A

, le

Signature et cachet

-
- Avis de l'expert technique national de l'Oniflor

A

, le

Signature et cachet

Le Directeur,

ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

En cas d'acceptation de ma demande de subvention, je m'engage à ne pas changer la destination agricole des investissements et des équipements, ni à les mettre à la disposition de tiers sous quelque forme que ce soit, et à maintenir les installations en bon état de fonctionnement pendant une durée de 5 ans, à conserver le statut d'exploitant principal pendant 5 ans, à compter de la date d'achèvement des travaux ou à défaut reverser la totalité de la subvention reçue. Les successeurs éventuels devront reprendre l'engagement souscrit.

Je m'engage à rester membre pendant 5 ans de l'organisation de producteurs ci-après dénommée (2).....

Je m'engage à rester membre pendant 5 ans de l'organisation commerciale ci-après dénommée (2)..... et à commercialiser au moins 50 % de mon chiffre d'affaires à travers elle pendant cette durée.

(1)

Je m'engage à poursuivre les accords de partenariat pendant 3 ans avec les structures commerciales ci-après dénommées (2) et à commercialiser au moins 50 % de mon chiffre d'affaires à travers elles pendant cette durée.

Je m'engage à poursuivre pendant 5 ans ma stratégie d'alliance et/ou de regroupement de l'offre telle que présentée avec ma demande de concours avec les structures ci-après dénommées (2)

Je m'engage à être adhérent à la station du réseau ASTREDHOR pendant une durée de 5 ans.

Je m'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives des dépenses réalisées et présentées au financement au titre de ma demande de subvention pendant une période de 5 ans au minimum à compter de la réception de cette subvention.

Je soussigné,, certifie être en règle par rapport au paiement des taxes et cotisations interprofessionnelles rendues obligatoires par les pouvoirs publics.

Fait, A

, le

Signature du demandeur

(1) Barrer les mentions inutiles

(2) Remplir par le nom de l'organisation de producteurs ou de l'organisation commerciale ou partenariale

ATTESTATION BANCAIRE

Nom du producteur :

Adresse :

Je soussigné (1)

atteste que l'attribution du prêt sollicité par le producteur susnommé, pour le financement de la construction et/ou de l'aménagement d'une serre dem² a fait l'objet d'un avis favorable en date duau vu des caractéristiques de la situation financière de l'exploitation avec les éléments de motivation ci – après :

_____ -
 _____ -
 _____ -
 _____ -

Le plan de financement se décompose comme suit :

- Montant du projet : €

- Autofinancement : €

Prêt :

- P.S.M. : € Durée : Taux :

- P.P.V.S. : € Durée : Taux :

- Autre(s) : € Durée : Taux :

Subventions

- ONIFLHOR / CNASEA : €

- Autres : €

(1) Nom et qualité

DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION ET DE SON PROJET DE DEVELOPPEMENT

1 – DESCRIPTIF

- HISTORIQUE ET PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

- DESCRIPTIF DES SURFACES ACTUELLES

TYPES D'ABRIS	AGE	SURFACES		CULTURES REALISEES
		CHAUFFEE	NON CHAUFFEE	
SERRES : - - - - - - - TUNNELS : - - - - - CHASSIS :				
TOTAL COUVERT				
PLEIN AIR				

- CHAUFFAGE

COMBUSTIBLE	PUISSANCE INSTALLÉE (en Kcal/h/m²)	CONSOMMATION ANNUELLE (en tonnes ou Kw / m²)	COUT ANNUEL
Avant projet :			
Après projet :			
TOTAL			

- DETAIL DES PRODUCTIONS EN POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Avant projet	Après projet
Roses		
Œillets		
Autres fleurs coupées sous serre (précisez)		
Autres fleurs coupées de plein champ (précisez)		
Plantes fleuries		
Plantes vertes		
Plantes à massifs		
Jeunes plants (pot, massif, légume)		
Pépinières (précisez le % en pleine terre et en conteneur)		
Jeunes plants de pépinières		
Bulbes		
Autres (précisez)		
	100 %	100 %

- PERSONNEL

	Avant projet	Après projet
En équivalent plein temps dont :		
. <i>salariés permanents</i>		
. <i>main d'œuvre familiale</i>		
. <i>main d'œuvre saisonnière</i>		
TOTAL		

2 – REPARTITIONS DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT DE MARCHE :

- REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENTREPRISE PAR SEGMENT DE MARCHE

Segment de marché	% du Chiffre d'affaires avant investissement	% du Chiffre d'affaires Prévision à 3 ans
Vente aux grossistes		
Vente à la distribution spécialisée (jardineries, fleuristes...)		
Vente à la distribution moderne (centrales, GMS, GSB)		
Vente au secteur des collectivités et du paysage		
Vente à des producteurs (producteurs de jeunes plants)		
Vente au détail (Producteur détaillant)		
Vente à une organisation de producteurs ^(*)		
Vente à une structure commerciale ^(*)		

^(*)Pour les entreprises commercialisant par une structure de mise en marché (organisation de producteurs, structure commerciale) :

- REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE LA STRUCTURE DE MISE EN MARCHE

Segment de marché	% du Chiffre d'affaires avant investissement	% du Chiffre d'affaires Prévision à 3 ans
Vente aux grossistes		
Vente à la distribution spécialisée (jardineries, fleuristes...)		
Vente à la distribution moderne (centrales, GMS, GSB)		
Vente au secteur des collectivités et du paysage		
Vente à des producteurs (producteurs de jeunes plants)		
Vente au détail (Producteur détaillant)		

3 – PRESENTATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT

Le présent plan ne constitue qu'un modèle. Les producteurs peuvent présenter leurs objectifs et stratégies sous la forme qu'ils souhaitent à partir du moment où les points suivants sont repris et soulignés.

- Amélioration de la qualité / démarche qualité :
- Démarches envers l'environnement :
- Stratégie commerciale (Positionnement commercial par segment de marché) :
- Objectifs commerciaux / amélioration et mise en valeur commerciale :
- Plan d'actions :

●

[illegible]

5 – ANALYSE FINANCIERE DE L'ENTREPRISE

• COMPTES DE RESULTATS COMPARES *

ANNEE	AVANT PROJET				PREVISIONNEL			
		%		%		%		%
1. <u>CHIFFRE D'AFFAIRES</u>								
Vente de végétaux produits								
Vente de végétaux achetés								
Autres produits								
TOTAL CA								
2. <u>APPROVISIONNEMENTS</u>								
Achat fournitures de culture								
Achat végétaux finis								
Combustible								
Autres achats								
Variation de stock								
TOTAL Appros								
3. MARGE BRUTE = (1) – (2)								
- Autres charges externes								
= VALEUR AJOUTEE BRUTE								
- Frais de personnel								
- Impôts et taxes								
+ Subventions d'exploitations								
+ Autres produits								
- Amortissements								
- Frais financiers								
= RESULTAT D'EXPLOITATION								
+ Produits exceptionnels								
- Charges exceptionnelles								
= RESULTAT NET								

* Ce document peut être rempli ou remplacé par toute autre simulation prévisionnelle

- BILANS COMPARES

			PREVISIONNEL *	
ANNEES				
CAPITAL INDIVIDUEL OU SOCIAL +/- Report à nouveau - Réserves et provisions - Subventions d'investissements				
= CAPITAUX PROPRES				
+ Dettes financières et bancaires à long et moyen terme + Comptes d'associés				
= CAPITAUX PERMANENTS				
- IMMOBILISATIONS				
= FONDS DE ROULEMENT (1)				
STOCKS + Clients et comptes rattachés + Autres créances - Fournisseurs - Autres dettes				
= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (2)				
Disponible (caisse et banque) - Découvert bancaire				
= TRESORERIE = FDR (1) – BFDR (2)				

* Prévisionnel facultatif

- ANALYSE PAR LES RATIOS

			APRES PROJET	
<u>ACTIVITE</u>			ANNEE 1	ANNEE 2
Chiffre d'affaires / m2				
Taux d 'approvisionnement % (1)				
Autofinancement (2)				
<u>STRUCTURE FINANCIERE</u>				
Fonds de roulement (3)				
Taux d'endettement (4)				
Rotation des stocks (5)				
Délai de paiement des clients (6)				
Délai de règlement aux fournisseurs (7)				
Trésorerie (8)				

- (1) Taux d'approvisionnement = $\text{Approvisionnement} / \text{Chiffre d'affaires} \times 100$ en %
- (2) Autofinancement brut = Résultat net + Amortissement
- (3) Fonds de roulement = Capitaux permanents – Immobilisations
- (4) Taux d'endettement = $\text{Endettement LMT} / \text{Capitaux permanents}$
- (5) Rotation des stocks = $\text{Stocks} \times 360 / \text{Approvisionnements (en jours)}$
- (6) Délai de paiement des clients = $\text{Clients} \times 360 / \text{Chiffre d'affaires TTC (en jours)}$
- (7) Délai de règlement aux fournisseurs = $\text{Fournisseurs} \times 360 / \text{Achats} + \text{autres charges externes TTC (en jours)}$
- (8) Trésorerie = Réalisable et disponible – Dettes à court terme

A, le
Signature du demandeur

<p>ATTESTATION</p>

**DESCRIPTION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT
DE L'ORGANISATION DE PRODUCTEURS**

Nom et raison sociale de l'organisation :

Date de reconnaissance :

Numéro de reconnaissance :

Forme juridique :

I - DESCRIPTION DE L'ORGANISATION DE PRODUCTEURS

- Nombre d'adhérents totaux :

	Nombre d'adhérents	Surface de serres (m ²)	Surface de plein air (m ²)	Prix moyen payé au producteur
Plantes en pots				
Plantes à massifs				
Fleurs coupées				
Pépinières				
Jeunes plants				

État du parc de serres	- de 5 ans	- de 10 ans	- de 20 ans	+ de 20 ans	Total
Serres verre	m ²	m ²	m ²	m ²	m ²
Multichapelles plastique	m ²	m ²	m ²	m ²	m ²

- Commercialisation des produits des adhérents :

- Nombre d'acheteurs :

- Principaux acheteurs :

- Existe-t-il des conventions entre l'organisation et les partenaires commerciaux (Joindre les conventions) [] Oui [] Non

- L'organisation est-elle membre d'un GIE ou d'un groupe de commercialisation ? [] Oui [] Non

Si oui lequel ou lesquels ?

<u>Autres</u> (préciser la nature)	
--	--

Répartition du chiffre d'affaires au cours des deux derniers exercices clos K€

Exercice

Espèces	Selon l'origine des produits		Selon la destination	
	Achat et revente en l'état	Vente de végétaux produits par l'O.P.	Marché national	Marchés extérieurs
Plantes en pots				
Plantes à massifs				
Fleurs coupées				
Pépinières				
Bulbes				
Jeunes plants				

Exercice

Espèces	Selon l'origine des produits		Selon la destination	
	Achat et revente en l'état	Vente de végétaux produits par l'O.P.	Marché national	Marchés extérieurs
Plantes en pots				
Plantes à massifs				
Fleurs coupées				
Pépinières				
Bulbes				
Jeunes plants				

II - OBJECTIFS ET STRATÉGIES

Le présent document ne constitue qu'un modèle. Les O.P. peuvent présenter leurs objectifs et stratégies sous la forme qu'ils souhaitent à partir du moment où les points suivants sont repris et soulignés.

- Potentiel de développement

Projet de développement de cultures sous serre ou de plein air	Surfaces n	Surfaces n+1	Surfaces n+2
Bitunnels	m ²	m ²	m ²
Multichapelles plastique	m ²	m ²	m ²
Serres verre	m ²	m ²	m ²
Serres de plein air	m ²	m ²	m ²

- Évolution du potentiel de production / augmentation du chiffre d'affaires :

- Évolution des coûts de production (main d'œuvre, chauffage, amortissement...) :

- Amélioration de la qualité / démarche qualité :

- Démarches envers l'environnement :

- Stratégie commerciale :

- Objectifs commerciaux / amélioration et mise en valeur commerciale :

Fait à :le :

Signature du Président
de l'Organisation de producteurs
(cachet de l'O.P)

ACCORD DE PARTENARIAT

ENTRE

SOCIETE DE DISTRIBUTION

ET

ENTREPRISE DE PRODUCTION

Nous, soussignés, M. _____ et M. _____ responsables
des Etablissements mentionnés ci dessus, certifions sur l'honneur avoir travaillé en partenariat :

- Depuis le (préciser année ou date) :
- Au cours de la période annuelle (1) du _____ au :

Notre collaboration a dégagé un chiffre d'affaires HT de : _____ pour l'entreprise de production,
pour les produits suivant :

Nous nous engageons à poursuivre ce partenariat pour les 3 années à venir :

Type de produit*			
Quantité estimée*			
Qualité**			
Fourchette de prix**			
CA prévisionnel*			
Autres prestations**			

Dont le chiffre d'affaires total HT dégagé pour le producteur sera au moins équivalent à la
période de référence (1) pour les trois années à venir.

Fait à _____, le

Pour valoir ce que de droit

Nom et qualité du signataire
Distributeur (cachet*)

Nom et qualité du signataire
Producteur (cachet*)

DEMANDE D'AVANCE CAUTIONNÉE

N° de dossier :

Désignation du bénéficiaire :

Adresse :

Téléphone : Fax :

Sollicite l'obtention de l'avance liée aux investissements dans les serres horticoles

pour un montant de :

En toutes lettres :

Correspondant à 25% de la subvention retenue figurant sur la feuille d'agrément.

Domiciliation du paiement (joindre obligatoirement un R.I.B)

Etablissement / Succursale :

Code banque :

Code guichet :

Numéro de compte :

Clé :

Date de l'accusé de réception :

Date (effective ou prévisionnelle) de début des travaux :

Montant de la subvention retenue figurant sur l'accusé de réception : €

Justification de l'avance (cadre réservé à la D.D.A.F.)

Factures pro forma / Bons de commande [] Autres :

Visite sur site []

A le

Signature du demandeur

A le

Signature et cachet de la D.D.A.F

Imprimé ONIFLHOR à utiliser obligatoirement

ENGAGEMENT DE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Nous, soussignés (1)

au capital de
élsant domicile pour l'exécution du présent acte à (2)
.....

représenté par M. (3)

nommé à cette fonction et investi des pouvoirs nécessaires pour intervenir valablement au présent engagement par délibération du Conseil d'Administration en date du
déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de (4)
.....

pour la somme de (5)
.....

représentant la garantie prévue en application de la circulaire n° du
pour l'exécution de (6).
.....
.....

En conséquence, nous nous engageons à effectuer sur demande de M. le directeur de l'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES FRUITS, DES LEGUMES ET DE L'HORTICULTURE, sans pouvoir en différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement entre les mains de M. l'Agent comptable de l'ONIFLHOR des sommes dont (7) serait redevable au titre de l'opération susvisée.

Fait à, le. (8)

Signature et cachet (9)

(1) Désignation de l'établissement bancaire.

(2) Dans le ressort de la Cour d'Appel de PARIS (article 2018 du Code civil).

(3) Nom, prénoms et fonctions du ou des fondé(s) de pouvoir.

(4) Nom, prénoms (ou raison sociale), adresse (ou siège social) du cautionné.

(5) En toutes lettres.

(6) Objet de l'opération : reconstruction de serres, aménagement de serres, rénovation de serres.

(7) Nom et prénom ou raison sociale du cautionné

(8) Situer et dater en toutes lettres

(9) Signature(s) et cachet de la banque suivis de la mention manuscrite **"Bon pour caution personnelle et solidaire à concurrence de la somme de euros"**

DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

N° de dossier :

Désignation du bénéficiaire :

Adresse :

Téléphone : Fax :

Domiciliation du paiement (joindre obligatoirement deux R.I.B originaux)

Etablissement / Succursale :

Code banque :

Code guichet :

Numéro de compte :

Clé :

Date de l'accusé de réception :

Date de début des travaux :

Date de l'achèvement des travaux :

INVESTISSEMENTS FINANCES FORFAITAIEMENT

POSTE		NOMBRE DE M ² REALISES	SUBVENTION (€/ M ²)	AIDE DEMANDEE (EURO)
NUMERO	NOM			
TOTAL (A)				

INVESTISSEMENT NON FINANCES FORFAITAIREMENT

(JOINDRE OBLIGATOIREMENT LES ORIGINAUX DE FACTURES ACQUITTEES OU DES PHOTOCOPIES CERTIFIEES CONFORMES)

NATURE DE L'INVESTISSEMENT	COUT TOTAL HORS TAXES (en €)	TAUX DE SUBVENTION (en %)	SUBVENTION DEMANDEE (en €)
TOTAL (B)			

ETUDE – FRAIS DE CONTROLE DE CONFORMITE AUX NORMES

$(A + B) \times 1\%$ - (minium 150 €, maximum 530 €)

TOTAL (C)**MONTANT TOTAL DE L'AIDE DEMANDEE****TOTAL (A) + (B) + (C)**

A

, le

Signature du bénéficiaire

ATTESTATION DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt certifie la réalisation et l'achèvement des travaux sus indiqués, atteste de leur conformité au programme sur la base duquel a été prise la décision de financement et certifie que les serres construites ont bien fait l'objet d'un contrôle de leur conformité aux normes.

Il atteste que le bénéficiaire est :

Pour la majoration de l'aide :

- Signataire d'un CTE : _____ Oui [☐] Non [☐]
- Date de la signature du CTE : _____ le,/...../.....
- Jeune agriculteur : _____ Oui [☐] Non [☐]
- Date de naissance : _____ le,/...../.....
- Date de la première installation : _____ le,/...../.....
- Organisation de producteurs : _____ Oui [☐] Non [☐]

Pour le niveau de compétence :

- Diplôme le plus élevé obtenu : _____
- Expérience professionnelle (nombre d'années) : _____

A _____ , le

Le Directeur Départemental de
l'Agriculture et de la Forêt
(Signature et cachet)

FICHE D'ENQUÊTE DE LA D.D.A.F. SUR LE TERRAIN

N° de dossier :

Année de demande de paiement :

Nom du producteur :

NATURE DE L'INVESTISSEMENT:

(Une fiche par nature d'investissement)

☐

construction

☐

aménagement

☐

aires de culture

CRITERES CONTROLÉS :

Lieu d'implantation

Surface déclarée

Conformité aux normes

Affectation horticole des investissements

Acquittement effectif des factures

CONFORME**ANOMALIE (2)**☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

POSTE D'INVESTISSEMENT (1)		NOMBRE DE M ² REALISES	CONFORME (O OU N)	ANOMALIE (2) (O OU N)
NUMERO	NOM			

Observations (2) :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date de l'enquête de terrain :

Signature du contrôleur :

(1) Comparer avec la feuille d'agrément jointe de l'Oniflor.

(2) Préciser les anomalies par surface concernée et si elles sont susceptibles de remettre en cause l'aide à verser.
 Eventuellement délai de remise en état du poste d'investissement concerné (date de contre-visite)

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe 1A	Définition des forfaits par poste d'investissement pour le secteur horticole et les pépinières
Annexe 1B	Définition des investissements hors forfait pour le secteur horticole et les pépinières
Annexe 2	Liste des investissements pouvant être réalisés par l'exploitant
Annexe 3	Application des barèmes de subvention
Annexe 4	Barème en euros des subventions applicables pour les investissements horticoles et de pépinières
Annexe 5	Liste des diplômes et titres reconnus
Annexe 6A	Procédure d'instruction des demandes de concours financier – instruction des demandes
Annexe 6B	Procédure d'instruction des demandes de concours financier – versement des aides
Annexe 7	Liste des pièces à joindre au dossier de demande de concours financier de l'Oniflhor pour les investissements dans les serres horticoles ou les pépinières
Annexe 8	Demande de concours financier de l'Oniflhor et FEOGA
Annexe 9	Engagement du demandeur
Annexe 10	Attestation bancaire
Annexe 11	Description de l'exploitation et de son projet de développement
Annexe 12	Description du programme de développement de l'organisation de producteurs
Annexe 13	Accord de partenariat
Annexe 14	Demande d'avance cautionnée
Annexe 15	Engagement de caution personnelle et solidaire
Annexe 16	Demande de versement de subvention
Annexe 17	Fiche d'enquête de la D.D.A.F. sur le terrain